**Motion de 25 enseignants réunis en RIS avec le Snudi FO 93,**

**20 janvier 2021.**

Nous enseignants, syndiqués et non syndiqués, réunis en RIS avec le Snudi FO 93, nous adressons aux collègues et aux parents d’élèves.

Du fait des réformes en cours, la dégradation de l’école s’accélère. Le gouvernement prétend que quatre jours de formation suffisent à assurer la qualité de l’enseignement dans les classes et la sécurité des élèves dans les écoles. L’enseignement est mis à mal dans un grand projet d’ubérisation de l’école de la république. Les contractuels et AESH (accompagnant les élèves en situation de handicap) sont les premiers maltraités du système. Ils sont fragilisés à cause de la précarité de leurs contrats. Ils sont peu ou mal formés, corvéables et jetables à merci. L’éducation nationale est désormais gérée comme une entreprise privée avec comme seule boussole l’aspect purement financier. Le manque de remplaçants et les récentes fermetures de postes montrent que le gouvernement préfère la précarité à la sécurité des enseignants.

Le statut des enseignants est en train d’être remis en cause. Le Grenelle de l’éducation en cours est un pas supplémentaire pour abattre le statut qui protège et garantit la sérénité de l’exercice de la mission de service public des enseignants. Ce qui s’annonce ne fera qu’augmenter les souffrances au travail des professeurs qui ne pourront plus assurer un enseignement de qualité. Pressions tous les jours, augmentation du travail administratif inutile et absurde, hiérarchie de plus en plus violente.

De plus, le projet du gouvernement est de rendre locale la gestion de l’école. Les missions des mairies seront élargies et cela va renforcer les inégalités entre les villes riches et les villes pauvres. Où est l’égalité des droits là-dedans ? Et les enseignants doivent-ils dépendre des différentes sensibilités politiques locales ? L’école de la république n’est pas aux ordres mais assure un service public, elle est neutre et le statut de fonctionnaire d’Etat le garantit.

Cette réforme confirme le mépris total du métier de l’enseignant. La maigre augmentation jetée à notre face ne saura compenser les attaques graves à venir. Elle ne concernera que 30% des personnels et rien pour les AESH qui font un métier indispensable au bon fonctionnement des écoles.

L’inclusion des élèves en situation de handicap se fait en dépit du bon sens. Des élèves sans notifications, ou alors sans accompagnants se retrouvent en grande souffrance dans les classes, maltraités par un gouvernement qui ferme les structures spécialisées.

La gestion catastrophique de la crise sanitaire enfonce le clou et augmente la colère des collègues déjà bien présente.

Pour toutes ces raisons et pour préserver le statut de fonctionnaire d’état, seul garant de la qualité de l’enseignement pour nos élèves et vos enfants, nous appelons tous les collègues à la grève le **mardi 26 janvier 2021.**

**Abandon du Grenelle de l’éducation**

**Dégel du point d’indice bloqué depuis 2010**

**Un vrai statut pour les AESH**

**Titularisation immédiate des professeurs contractuels.**

**Ouverture de tous les postes nécessaires**